

20 décembre 2018

L'ONU SIGNALA DES CENTAINES DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS UN CONTEXTE DE DETERIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE AU NORD-KIVU

GENEVE/KINSHASA (19 décembre 2018) – Des centaines d'exécutions extrajudiciaires et de cas de torture et de violences sexuelles contre des civils ont été documentés ces deux dernières années dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), selon un rapport publié mercredi par l'ONU.

D'après ce rapport, la situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu continue de se détériorer. Entre janvier 2017 et octobre 2018, un tiers de toutes les violations des droits de l'homme documentées dans l'ensemble du pays, ont été commises dans le Nord Kivu.

Le nombre croissant et la nature changeante des groupes armés sont un facteur important de cette détérioration, qui se traduit par des affrontements entre groupes armés ou contre les forces de sécurité, afin de contrôler des zones ou des ressources naturelles.

Ce rapport, publié par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme*, porte en particulier sur la situation chronique des territoires de Masisi et de Lubero, où l'ONU a recensé au moins 324 victimes d'exécutions extrajudiciaires ou sommaires, 832 victimes de torture ou autres traitements cruels inhumains ou dégradants, 173 victimes de viol ou d'autres violences sexuelles (114 femmes, 58 enfants et un homme) et 431 victimes de travail forcé. Les populations civiles ont été les principales victimes de la dégradation de la situation sécuritaire dans ces territoires.

Le rapport indique que, depuis 2015, le nombre de violations des droits de l'homme dans ces deux territoires a augmenté. Des femmes et des enfants sont souvent kidnappés, souvent à des fins d'exploitation sexuelle, des viols, y-compris des viols collectifs, sont commis, à la fois par des groupes armés et parfois par l'armée (FARDC). Le rapport ajoute que des enfants sont également endoctrinés par les groupes armés et forcés de servir comme enfants soldats.

« Dans certains villages de Masisi et Lubero, certains groupes armés recourent à la violence sexuelle de manière déplorable, systématique et particulièrement brutale pour punir et intimider des communautés entières », a déclaré Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. "Tous les efforts doivent être déployés pour protéger les civils - en particulier les plus vulnérables - et prévenir de telles atrocités."

Le rapport décrit comment la violence généralisée a provoqué le déplacement massif de

populations civiles, de nombreuses personnes déplacées vivant dans des conditions précaires et exposées à l'exploitation et à des violences accrues.

Le rapport, basé sur des informations recueillies et vérifiées par des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies, indique que les groupes armés sont responsables d'environ deux tiers des violations des droits de l'homme enregistrées au cours de la période considérée, tandis que les forces de sécurité gouvernementales – principalement l'armée et la police nationale (PNC) – représentent l'autre tiers (20 pourcents par les FARDC et neuf pourcents par la PNC).

Le rapport souligne également le nombre de violations des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire imputables aux FARDC, ainsi que des allégations crédibles de complicité entre certains éléments de l'armée et des groupes armés dans le Lubero et le Masisi, qui exacerbent les vulnérabilités de la population et leur méfiance à l'égard des FARDC, et qui contribue à la détérioration générale de la situation sécuritaire.

« Sans enquêtes crédibles pour déterminer les responsabilités pour chaque crime et sans sanctions judiciaires contre les auteurs de ces violations – quels qu'ils soient – l'impunité continuera de prévaloir », a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui. « Cette impunité ne fera qu'alimenter le cycle sans fin des conflits et de la misère au Nord-Kivu, avec des civils pris entre les groupes armés d'une part et les forces de sécurité - supposées les protéger - d'autre part. »

Le rapport fait le point sur les avancées importantes intervenues dans la protection des civils par tous les acteurs concernés et propose des recommandations pour les consolider et les renforcer. Il exhorte notamment le gouvernement à renforcer l'autorité de l'État dans les zones touchées et à appuyer les procédures judiciaires engagées contre les auteurs présumés de violations et atteintes aux droits de l'homme.

Les activités des groupes armés ont également affecté la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola dans la région de Lubero, où les violences ont provoqué des déplacements à la fois vers et depuis des villages touchés par le virus Ebola, probablement contribuant à la propagation de la maladie.

Le rapport indique également que cette situation de grande insécurité et de violations persistantes des droits de l'homme pourrait porter atteinte aux droits politiques de la population dans le contexte des prochaines élections.